

AVIS.

Notre Agent, Mr. Edouard Dorion, collectera, la semaine prochaine et les semaines suivantes, dans les quartiers St. Joseph et St. Antoine.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 15 DECEMBRE, 1870.

COMPLICATIONS EN PERSPECTIVE.

On a beaucoup vanté certains progrès matériels du 19^e siècle. Les chemins de fer, le télégraphe et la navigation perfectionnée allaient exercer sur le monde des résultats moraux et civilisateurs inappréciables. Les nations, en se rapprochant par la suppression des distances, se connaîtraient mieux, s'estimeraient et s'aimeraient davantage. La grande famille des nations, c'était là le cliché humanitaire, devait désormais faire bon ménage et vivre en parfaite intelligence : ces relations quotidiennes, créées par la vapeur et l'électricité, auraient un effet merveilleux. Tous les peuples devenus frères s'enlacceraient dans un embrassement platonique qui donnerait naissance au grand principe de la solidarité humaine.

Dieu et l'expérience se sont cruellement moqués de ces rêves creux. Depuis ces grandes inventions, les peuples vivent plus vite, mais vivent-ils mieux? Cette harmonie touchante qu'on prédisait, où est-elle? Les guerres sont aussi communes, mais plus meurtrières qu'elles ne l'ont été dans le passé. Le désintéressement, l'amour du prochain, de peuple à peuple, sont moins connus que jamais. Allez! il faudra autre chose que la vapeur et l'électricité pour apprendre aux hommes et aux nations à se respecter et à s'aimer. Tant que les hommes d'état et les philosophes chercheront là les moyens d'obtenir le perfectionnement moral de l'humanité, ils feront fausse route et ne recueilleront que la déception comme couronnement de leurs efforts.

Tous ces progrès ont pourtant laissé quelque chose qui reste, se perfectionne et grandit: C'est l'art de profiter du malheur des autres. L'Angleterre a profité et s'est enrichi du malheur des Etats-Unis durant leur guerre civile; elle a voulu aussi en agir de même avec la France et la Prusse. Mais voilà que la Russie veut exploiter contre l'Angleterre la faiblesse de la France et de suite frère Jonathan de se frotter les mains et de dire: mon tour est arrivé! Les questions de l'Alabama, des pêcheries et de la libre navigation du St. Laurent sont remises sur le tapis, habillées de neuf et rebadigeonnées de façon à leur donner une mine respectable dans le dernier message du Président de la grande république. L'on comprend, jusqu'à un certain point, le réveil de la première affaire, qui dormait dans les cartons de la diplomatie depuis que le sénat avait rejeté le règlement accepté par Lord Clarendon et Reverdy Johnson, ministre américain à Londres. C'est une querelle directe entre les deux nations: qu'elles la vident, fort bien. Au point de vue du droit strict, il y a peu de chose à redire. Mais que les Etats-Unis veuillent nous punir du mal qu'ils n'osent faire à l'Angleterre, parce qu'ils craignent les ravages de sa flotte formidable; mais qu'ils veuillent de fait s'emparer de nos pêcheries et de notre navigation intérieure et se rendre maîtres chez nous parce qu'ils n'ont pas le courage de dire à l'Angleterre: "Rendez-nous justice ou la guerre!"—C'est autre chose et du coup ils surpassent leurs aînés d'Europe en mépris de tout principe, en oubli de toute justice. Pierre pêche, mais comme Pierre est riche et puissant, c'est Paul qui est coupable et qui expiera le crime qu'il n'a pas commis. L'Angleterre pêche, donc le Canada est coupable! C'est inouï, c'est un outrage au bon sens et à la morale; mais qu'importe?—L'esprit américain a trop de largeur et plane trop haut pour apercevoir ces détails et en tenir compte.

Le Globe, qui n'est pas poli, mais qui appelle un chat, un chat, se demande avec ébahissement s'il n'y a pas quelqu'un dans l'Union américaine d'assez courageux pour donner une leçon de décence au Président et lui montrer en face le rôle ridicule, peu digne et lâche qu'il fait en ce moment jouer au peuple américain.

On nous demande le libre usage de nos pêcheries, la libre navigation de nos eaux: on nous demande tout cela après nous avoir refusé la réciprocité commerciale, et l'on nous dit encore: il nous faut cela ou l'on vous affame en chassant vos vaisseaux de nos mers et de nos rivières, en vous refusant le passage de notre territoire pour vos marchandises et en élevant davantage contre vos produits notre mur de Chine, nos tarifs excessifs. Et c'est une nation de 40 millions d'habitants à laquelle on fait tenir ce langage à une faible nation voisine qui compte à peine quatre millions d'âmes. Cette manière d'agir ressemble à s'y méprendre à celle du brigand armé jusqu'aux dents qui dit au passant inoffensif et sans armes: "La bourse ou la vie."

Quoiqu'il en soit du mérite intrinsèque des prétentions de nos voisins, elles existent et sont manifestées ouvertement et énergiquement. Elles sont susceptibles de devenir, dans un avenir plus ou moins éloigné, la source de complications sérieuses et de nature à affecter notre état. La fameuse question des corsaires confédérés, la plus dangereuse de toutes, est ressuscitée dans un but certainement hostile: ça ne laisse pas l'ombre d'un doute pour tous ceux qui ont suivi les diverses péripéties de ce différend anglo-américain. Depuis les nobles et fières réponses de Lord John Russell, l'Angleterre a toujours cédé: elle a même fini par accorder à peu près tout ce que le cabinet Washington avait originairement demandé. Depuis quelque temps, les individus qui avaient souffert des déprédations de l'Alabama, du Shenandoah et autres croiseurs sortis des ports anglais, se sont adressés directement au gouvernement anglais pour sonder le terrain et voir s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir les dommages par eux réclamés et dès le commencement filés dans la chancellerie américaine.

Voici en quels termes le Times du 11 novembre rendait compte de ces démarches: "Les résultats obtenus par ceux qui ont eu des entrevues avec le secrétaire des affaires étrangères furent si favorables qu'ils écrivirent aux parties réclamantes: si vous pouvez obtenir seulement un seul mot de consentement du gouvernement des Etats Unis, de sorte que l'Angleterre ne puisse pas craindre une fausse interprétation de ce qu'elle est prête à faire, je puis vous obtenir de l'argent aussi vite que vous pourrez le compter."

"Mais le gouvernement de Washington refusa péremptoirement de consentir à toute telle négociation préalable."

On voit dès lors ce qu'a de menaçant la suggestion du message de Grant, conseillant l'achat par le gouvernement de toutes les réclamations individuelles, de manière à en faire une créance directe de l'Etat. Aussitôt que l'Angleterre sera dans l'infortune et subira une crise qui tiendra en Europe toute son armée et sa marine, les Américains présenteront la "carte à payer."

J. A. MOUSSEAU.

ROME.

La révolution italienne marche rapidement à Rome; elle presse, pousse et déborde Victor Emmanuel. Pour la satisfaire, le roi d'Italie lui avait permis d'aller à Rome; lorsque les troupes parties, il n'était pas certain, paraît-il, qu'elles se rendraient. Il espérait, dit-on, que les protestations de l'Europe lui fourniraient une excuse de les retirer ou bien que l'assentiment des autres nations le mettrait plus à l'aise. Mais non, ni l'une ni l'autre de ces deux alternatives ne lui est arrivée: il a cédé au mouvement qui l'emportait vers Rome: sa couronne était en jeu.

Rendu à Rome, il espérait obtenir du pape des concessions qui lui auraient permis d'accomplir les vœux de l'Italie sans froisser la catholicité, que le Souverain Pontife, cédant à la force des événements, reconnaît le fait accompli. Il n'a rien épargné pour arriver à ce résultat. Mais le Pape n'a voulu avoir aucune relation avec lui. Le char était lancé, il fallait marcher au risque d'être écrasé: il hésite, il craint de porter son trône à Rome, on dirait qu'il redoute l'ombre du Vatican et des lieux consacrés au culte du Christ et au règne de son représentant sur la terre. Il sait que toujours il est arrivé malheur à tous les conquérants qui ont mis le pied sur cette terre sacrée et ont essayé d'asseoir leur trône sur la poussière des martyrs.

Mais il est trop tard pour réfléchir, il faut qu'il marche; la révolution est le torrent que les bras les plus puissants ne peuvent plus contenir, lorsqu'il a brisé les digues qui le retenaient. Déjà, le Quirinal est prêt pour le recevoir; on l'a ôté au Pape, il a la promesse du roi de respecter les propriétés ecclésiastiques du Souverain Pontife. C'est le premier morceau enlevé au dernier lambeau qu'on avait laissé à la papauté; ce n'est pas la fin. Victor Emmanuel ne peut plus arrêter la révolution, elle le culbutera au moment qu'il tentera de le faire. C'est une question même de savoir s'il aura le temps d'aller au Quirinal. Il doit y aller à la fin de décembre, qu'il se hâte, car si la république triomphe en France, elle sera proclamée, le lendemain, à Rome. Cela nous paraît clair, certain, inévitable. Les paroles et les actes des chefs de l'armée et de ceux qui les inspirent, démontrent que ce n'est pas tant au pouvoir spirituel qu'on en veut qu'à la puissance spirituelle; ce n'est pas l'unité de l'Italie qu'on désire comme la destruction de la papauté. Ce n'est pas l'avenir de la monarchie qu'on veut fonder sur les ruines, mais celui de la république. Déjà la persécution religieuse est commencée; les prêtres sont insultés, maltraités, massacrés dans les rues aux applaudissements de la foule; les Jésuites sont expulsés et les ordres religieux à la veille d'être abolis. Il est impossible que les Carbonari et toutes les sociétés secrètes qui, depuis un demi-

siècle, se préparent à la grande lutte contre l'Eglise, ne profitent pas des circonstances.

Il faudrait ignorer l'histoire du monde pour ne pas pressentir le prochain triomphe de la révolution en Italie, si surtout la république triomphe en France. Ce sera une triste coïncidence, car il sera difficile de ne pas avoir de sympathies pour ceux qui auront sauvé la France. Et cependant il faudra bien aux amis de l'ordre et de la religion se séparer des hommes qui auront accompli cette grande chose, car à Paris, comme à Rome, le pouvoir sera débordé par la canaille. Eh! déjà, lorsque les flots de l'invasion battaient les murs de la grande cité, cette canaille a osé lever son sanglant drapeau et menacer d'assassiner ceux qui exposaient leur vie pour la patrie. Que sera-ce lorsque l'étranger sera loin? Ce qui se passe est bien de nature à jeter le trouble dans les esprits et les opinions. Lorsque les hommes honnêtes contempleront les ruines qui attesteront l'impuissance ou les fautes de l'absolutisme et de la démocratie, où chercheront-ils l'avenir des nations, à quel système demanderont-ils le bonheur et le repos? Nous croyons que le résultat des épreuves du monde, sera la conviction générale qu'aucun système politique n'est bon lorsqu'il ne repose pas sur la vertu. Aujourd'hui, grâce aux perfectionnements des institutions politiques et au contrôle exercé par la presse sur les affaires publiques, aucune forme de gouvernement n'est fatale à la liberté individuelle, ce sont les hommes qui manquent, se dont les mœurs qui font défaut. Les Favre, les Gambetta et les Simon s'aperçoivent aujourd'hui qu'il est plus facile de détruire que d'édifier au sein d'une société gangrenée, ennemie de tout joug, de tout devoir. On a maintenant plus que jamais l'éclatante démonstration du principe, si savamment proclamé par l'illustre Donozo Cortès, à savoir que la despotisme est l'élément nécessaire d'une pareille société. On comprend combien son jugement était juste et son regard profond, lorsqu'il disait, qu'il établissait qu'il n'y a que deux répressions possibles pour le monde, la répression politique et la répression religieuse, que plus celle-ci baisse plus l'autre s'élève.

L. O. DAVID.

A LA CHAMBRE.

Le Code municipal a subi sa troisième lecture. Les Députés, nous informe-t-on, ont fait chanter un *Te Deum*. De bons discours ont été prononcés sur les Résolutions du gouvernement, relatives à l'arbitrage, par MM. Chauveau, Joly, Robertson, Cartier et Ouimet. La Droite et la Gauche vont voter dans le même sens. Il y aura unanimité parfaite.

L'énergique fermeté du gouvernement Local et l'attitude décidée du Bas Canada ont déjà commencé à produire leurs fruits et nous pouvons dès maintenant entrevoir la probabilité d'une solution satisfaisante. M. Blake, le chef de l'opposition Locale d'Ontario, a, sur l'adresse en réponse au Discours du Trône, exprimé de grands doutes sur la validité de la sentence de MM. McPherson et Gray. Il s'est montré très-favorable au Bas Canada et sérieusement disposé à nous rendre justice, si nos griefs sont fondés.

Il y a, dans les paroles de M. Blake, l'indice de toute une nouvelle situation. Les Conservateurs du Haut-Canada soutiennent, avec un acharnement qui va jusqu'à l'insulte, la décision des deux arbitres, tandis que quelques uns des Grits les plus éminents font mine de croire que la Province de Québec a été trahie par cette ruine habillée en Colonel qu'on appelle Gray. Nos chefs politiques ne sont plus tenus à une grande délicatesse vis-à-vis Sir John A. McDonald, depuis qu'il a voulu les jouer à Londres. Tout cela mérite considération et nous donne de l'espoir. S'il y a encore un parti honnête dans Ontario et que les libéraux y veuillent être ce parti-là, qu'on le sache, qu'on s'en assure, et que l'on agisse en conséquence.

J. A. MOUSSEAU.

EPISODES DE LA GUERRE.

—M. de Bismark est quelquefois facétieux. On lui amène dernièrement un officier français fait prisonnier alors qu'il portait un pli du général Cambriels, à Paris.

Le ministre prussien lit la lettre avec cette discrétion qu'autorisent les lois de la guerre. Elle disait: Nous avons besoin de 10,000 hommes de renfort.

M. de Bismark ajouta de sa main: et d'un général.

Puis il fit relâcher l'officier qui porta à Paris le mot du célèbre ministre. Le conseil était bon. Quelques jours après, le général Cambriels était remplacé.

—Le curé d'une commune menacée par l'ennemi est monté bravement en chaire, et s'est exprimé à peu près en ces termes:

Garçons, Un ennemi cruel et féroce brûle et pille chez nous, quand il ne tue pas; est-ce qu'avec l'aide de Dieu et de vos bras, nous ne pouvons pas chasser cet Attila huguenot, qui ne vient pas chez nous pour nous bâtir des églises. Il n'a, jusqu'ici, vaincu que par la surprise et par le nombre, vous serez dix contre un si vous faites tous votre devoir. Allons, du courage, un seul effort, il n'en faut qu'un, et nous chanterons en-